

# Les socialistes au pouvoir sortent vainqueurs des élections législatives au Portugal

Le Parti socialiste (PS), conduit par le Premier ministre sortant Antonio Costa, a remporté les élections législatives organisées le 6 octobre au Portugal. Il a recueilli 36,65% des suffrages et conquis 106 des 230 sièges de l'Assemblée de la République, chambre unique du Parlement (+21 par rapport au précédent scrutin législatif du 4 octobre 2015).

Le Parti social-démocrate (PSD), dirigé par Rui Rio, est arrivé en 2e position avec 27,9% des voix (77 sièges). Le Bloc des gauches (BE), parti de gauche radicale dont Catarina Martins est la porte-parole, a recueilli 9,67% des suffrages et 19 sièges (=). La Coalition démocratique unitaire (CDU) dirigée par Jeronimo de Sousa a obtenu 6,46% des voix et 12 sièges (- 5). Le Centre démocrate social/Parti populaire (CDS/PP), parti chrétien-démocrate dirigé par Assunção Cristas, a recueilli 4,25% des suffrages et 5 sièges.

Le parti défenseur des droits des animaux et de la nature, Personnes-animaux-nature (PAN), conduit par

André Lourenço e Silva, a recueilli 3,28% des suffrages et 4 sièges (+ 3). Chega (qui signifie « assez »), parti populiste de droite, a fait son entrée à l'Assemblée de la République en obtenant 1 siège tout comme 2 « petits » partis, l'Initiative libérale (IL) et LIVRE (L), parti écologiste de gauche, qui ont chacun remporté 1 siège.

Les électeurs portugais se réfugient davantage dans l'abstention que dans la contestation. La participation a d'ailleurs été la plus faible jamais enregistrée : 54,50%, soit -1,36 par rapport aux élections législatives du 4 octobre 2015.

« *La démocratie portugaise se caractérise par la grande résistance des partis traditionnels* » a indiqué Antonio Costa Pinto, professeur de science politique à l'université de Lisbonne. « *Le taux d'immigration et les chocs culturels sont faibles et, au Portugal, il y a une culture du rejet des extrêmes et de la violence* » a souligné l'historien Antonio Araujo.

## Résultats des élections législatives du 6 octobre 2019 au Portugal

Participation : 54,50%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
Parti socialiste (PS)	1 866 407	36,65	106
Parti social-démocrate (PSD)	1 420 553	27,90	77
Bloc des gauches (BE)	492 487	9,67	19
Coalition démocratique unitaire (CDU)	329 117	6,46	12
Centre démocrate social/Parti populaire (CDS/PP)	216 448	4,25	5
Personnes-animaux-nature (PAN)	166 854	3,28	4
Chega	66 442	1,30	1
Initiative libérale (IL)	65 545	1,29	1
LIVRE (L)	55 656	1,09	1
Autres	194 777	8,11	0

Source : <https://www.legislativas2019.mai.gov.pt>

« La stabilité est essentielle pour la crédibilité internationale du Portugal et pour attirer les investisseurs. Le Parti socialiste s'efforcera de bâtir les solutions assurant cette stabilité sur l'ensemble de la législature » a déclaré Antonio Costa à l'annonce des résultats. « Chaque voix compte et il faut un Parti socialiste fort pour garantir quatre années supplémentaires de stabilité » avait averti le Premier ministre sortant durant la campagne, incitant ses compatriotes à ne pas s'éparpiller et à apporter leurs voix aux socialistes pour ne pas se retrouver dans la situation que connaît l'Espagne voisine qui doit retourner aux urnes (pour la quatrième fois en moins de quatre ans) le 10 novembre prochain après l'échec de Pedro Sanchez (Parti socialiste ouvrier, PSOE) à former un gouvernement à l'issue du scrutin du 28 avril dernier.

Si Antonio Costa a obtenu une victoire nette, il a cependant échoué à atteindre la majorité absolue (fixée à 230 sièges) et il devra donc trouver des partenaires de gouvernement ou bien obtenir le soutien de plusieurs partis pour s'assurer d'une majorité parlementaire.

Le Premier ministre sortant a indiqué durant la campagne électorale qu'il ne gouvernerait pas en

coalition avec les partis de la gauche radicale, à savoir le Bloc des gauches et la Coalition démocratique unitaire. Il est cependant prêt à reconduire l'alliance appelée la *geringonça*, un terme désignant un dispositif de bric et de broc, avec ces deux partis de gauche, grâce à laquelle il a pu gouverner au cours des 4 années écoulées.

« Antonio Costa a fait preuve d'une très grande habileté de négociateur, il a su s'entendre avec le président de la République, Marcelo Rebelo de Sousa, ancien dirigeant du Parti social-démocrate (PSD) (1996-1999). Durant sa campagne, fort de la marge de manœuvre budgétaire, le Premier ministre sortant a promis un nouveau mandat marqué par un investissement public massif » a indiqué António Jose Teixeira, analyste. « Antonio Costa est un fin négociateur, quelqu'un de très pragmatique, un politicien né » a affirmé Marina Costa Lobo, analyste de l'université de Lisbonne. « Cela a marché car il a posé un cadre de collaboration très strict. Le pacte a été très clair d'emblée. Ses alliés de gauche lui garantissaient la stabilité de son gouvernement en minorité et il s'engageait sur un agenda social pour desserrer la pression des politiques d'austérité mais eux acceptaient qu'il ait les mains libres en matière d'équilibre budgétaire et dans ses

*négociations avec Bruxelles* » a souligné Antonio Costa Pinto, politologue, ajoutant « *Il sera plus difficile à Antonio Costa de faire des concessions à sa gauche dans une conjoncture économique qui s'annonce moins favorable* ».

« *Le Bloc de gauche est prêt à négocier un accord assurant la stabilité du pays* » a indiqué Catarina Martins dès l'annonce des résultats.

Agé de 58 ans et originaire de Lisbonne, Antonio Costa est diplômé en droit et en science politique de l'université de Lisbonne. Il a exercé un temps comme avocat. Il est élu député du PS aux élections législatives du 6 octobre 1991. En 1997, il est nommé ministre des Affaires parlementaires dans le gouvernement dirigé par Antonio Guterres (PS). Deux ans plus tard, il prendra en charge le ministère de la Justice et ce jusqu'en 2002.

Il devient député européen lors du scrutin du 13 juin 2004. Un an plus tard, il intègre le gouvernement de Jose Socrates (PS) comme ministre de l'Intérieur, un poste dont il démissionnera deux ans plus tard pour

être candidat à la mairie de Lisbonne. Il est désigné maire de la ville le 1er août 2007, il sera réélu à ce poste en 2009, puis en 2013.

L'année suivante, Antonio Costa prend la tête du PS. Si ce dernier n'arrive qu'en deuxième position aux élections législatives du 4 octobre 2015, le PS négocie avec le Bloc des gauches et la Coalition démocratique unitaire avec lesquels il adopte un programme de gouvernement. Le 24 novembre, le président de la République Antonio Cavaco Silva (PSD) nomme Antonio Costa au poste de Premier ministre.

Antonio Costa sera sans doute contraint de mettre en œuvre plusieurs réformes structurelles pour moderniser certains secteurs de l'économie portugaise, notamment celui de l'administration publique et celui des banques. Il devra également apporter des réponses aux demandes sociales des Portugais, notamment celles concernant la faiblesse des salaires, la dégradation des services publics et la hausse des prix de l'immobilier, conséquence d'un accroissement du tourisme dans le pays.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site:

[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.